# A la découverte d’Alternatives Espaces Citoyens,

# partenaire du CCFD-Terre solidaire

**Au Niger, l’État criminalise les populations migrantes et nomades à la demande de l’Union européenne,** Publié le 23.10.2019| Mis à jour le 02.01.2022

Bruxelles impose de plus en plus de conditions à son aide au développement au Sahel. Son objectif ? Faire en sorte que les gouvernements locaux endossent le contrôle des personnes en migration. Résultat, les déplacements des travailleurs ruraux et des nomades, qui migrent traditionnellement selon les saisons, sont désormais contraints par des lois.

Hassane Boukar, journaliste de formation, coordonne aujourd’hui le département Migration du Forum alternatives espaces citoyens au Niger. Cette organisation soutenue par le CCFD-Terre Solidaire développe depuis plusieurs années des actions de sensibilisation et d’interpellation à propos du départ des jeunes Nigériens vers le Maghreb.

**« Votre image des migrations n’est pas la nôtre »**

Hassane connait bien le discours européen qui se veut raisonnable sur les politiques migratoires : *“il faudrait aider les personnes migrantes à rester chez elles, et traquer les responsables de la traite des êtres humains.”*  
Invité en Lorraine par des bénévoles du CCFD-Terre solidaire à rencontrer le public au printemps dernier, il explique pourquoi il en a une perception différente. Et les impacts de ce discours politique sur la population de son pays.

Les migrations au Niger sont une réalité historique commence par expliquer Hassane : *« Chez nous, les migrations ont longtemps été perçues comme des mouvements naturels… Au Niger, pays très rural et sahélien, la saison des cultures dure trois mois. Lui succède une période sèche qui laisse les hommes sans travail. Alors ils bougent, pour aller trouver du travail au Sud, dans les plantations de Côte d’Ivoire, ou vers le Nord — Algérie, Libye… »*

***Une aide européenne conditionnelle au contrôle des migrants***

Or aujourd’hui Hassane constate que la nature du regard porté sur les personnes migrantes change : *« elles seraient devenus “trop nombreuses”. »* Et d’où vient ce nouveau discours ? *« De l’Union européenne, qui fait pression, pratiquant la politique de la carotte et du bâton : on octroie de l’aide aux pays du Sahel en échange de l’établissement par ces derniers d’une politique de contrôle des migrants. »*

**Traverser le pays du nord au sud suffit à jeter le soupçon**

En 2015, le Niger adopte ainsi une **loi… sur le trafic illicite des migrants**, Nigériens ou non. Hassane Boukar décrypte. *«* ***Officiellement,*** *il s’agit de les* ***protéger.*** *Le gouvernement explique que migrants risquent de mourir dans le désert, que certains rapportent des armes, etc. »*   
Mais cette loi permet aussi de pratiquer des **interpellations** ou de saisir des véhicules de manière abusive.  
Le simple projet d’aller à Agadez, en direction du Nord depuis le Sud du pays, suffit à faire peser le soupçon d’une tentative d’immigration clandestine vers l’Union européenne. *« Et voilà le tour de passe-passe : les autorités ont instauré un lien entre migration et criminalité. Ça a changé la vie des gens, explique Hassan. Des nomades comme les Touaregs ou les Toubous y voient une remise en cause de leur histoire. »*

**L’Union européenne, destination mineure**

Les tentatives de migration issues d’Afrique subsaharienne à destination de l’Italie, la France ou l’Espagne ont certes augmentées, mais le point de vue africain est tout autre : 80 % des départs de Nigériens ont d’abord pour but… l’Afrique de l’Ouest. Environ 15 % seulement tentent leur chance dans les pays pétroliers — Angola, Gabon, pays du Golfe. Ou éventuellement en Europe. *« Et ce sont souvent des gens qui s’arrêtaient auparavant en Libye, avant que la guerre n’y rende le pays infréquentable. »*

**Niger, terre de passage**

Dans la salle lorraine, Hassane Boukar interroge le public. *« Combien de Nigériens avez-vous croisé ici ? »* Un seul… De fait les Nigériens sont très peu nombreux en France.  
*« Le Niger est par contre devenu collecteur d’anciennes routes de migrations, cadenassées ou trop dangereuses en raison de conflits. C’est le cas de la route qui passait par le Sénégal, la Mauritanie, le Sud marocain puis les Canaries espagnoles ; ou de la voie malienne, via Gao, Kidal et Tamanrasset en Algérie. Ces flux désormais se sont détournés sur le Niger, avec Agadèz pour entonnoir. »*

**Un impact social disproportionné**

**La ville d’Agadez** et sa région vivent une **stigmatisation**, dénoncée par les maires réunis. *« Les mesures de contrôle sont plus néfastes qu’efficaces, résume Hassane Boukar. Les gens disent qu’elles sont faites pour l’Union européenne. Et de fait, elle exporte chez nous des méthodes qui n’ont pas donné satisfaction sur son territoire. »*

Agadez tirait une bonne partie de sa subsistance des **mines d’uranium** et du **tourisme**. Mais l’activité minière est en déclin, et les visites du désert se sont taries du fait de la **menace terroriste.** *« Les jeunes qui travaillaient comme guides ont perdu leur boulot de guide, ils se sont recyclés dans le passage des migrants. Aujourd’hui, à Agadez et sa région, plus de 60 000 personnes vivent des activités liées aux migrations. »*

**Des arrestations hors de proportion**

*« Et ces gens ne se considèrent pas comme criminels ni dans l’illégalité ! »* Bien sûr il existe des abus, des abandons de migrants, reconnaît le militant. *« Mais les arrestations sont hors de proportion. L’enjeu, c’est la reconversion, pas la mise sous les verrous. Si on ne s’occupe pas sérieusement du problème économique, ces jeunes pourraient bien être tentés de rejoindre les rangs des terroristes. »*  
*« Il est temps de s’asseoir et réfléchir dans le bon sens, pour comprendre pourquoi le Niger est devenu “un problème”. »* Comment ?

**Sur les migrations, plusieurs actions sont à mener simultanément :**

**– Déconstruire les préjugés et les discours** qui relient migrations et criminalité  
**– Former les médias** qui amplifient ces discours

– Rappeler que le combat d’AEC pour les droits humains **s’appuient sur des outils juridiques** relatifs à la libre circulation et que les politiques actuelles renient les accords internationaux qui la garantissent.

# Migration des jeunes d’Agadez : L’Algérie et la Libye, deux destinations privilégiées

[alternative](https://www.alternativeniger.net/author/alternative/) 19 janvier 2023

Depuis quelques années, l’on observe le départ en grand nombre des jeunes d’Agadez vers l’Algérie et la Libye, deux pays maghrébins frontaliers de la région. En tentant l’aventure vers ces pays, plus nantis, la plupart des candidats à la migration tentent tout simplement d’échapper à la précarité. Partir d’Agadez, la migration vers l’Algérie ou la Libye est majoritairement entreprise par les jeunes dont l’âge varie généralement de 18 à 40 ans. Ces derniers entreprennent ce périple dans le but d’améliorer leurs conditions de vie et éventuellement celles de leurs familles et ce, malgré les difficultés liées à la traversée de cet immense désert que constitue le Sahara.

#### Il faut quand-même le dire, si ces pays Nord africains sont devenus les destinations privilégiées de nos jeunes compatriotes, c’est essentiellement du fait de la proximité de région d’Agadez d’avec ces pays.

#### C’est ainsi qu’une fois dans ces pays qu’ils considèrent comme leur « eldorado », ces jeunes, pour la plupart, se lancent dans des métiers comme la menuiserie, la couture, la peinture, la soudure et bien d’autres.

Après quelques années d’un apprentissage rigoureux ces jeunes aventuriers tentent d’économiser suffisamment pour pouvoir se procurer les outils dont ils auront besoin pour s’installer à leur propre compte, une fois de retour au pays.

Ils décident parfois de réinvestir leurs économies dans des activités génératrices de revenus, afin de contribuer à leur tour au développement de la région.

#### Ils mettent alors cet apprentissage au profit des autres jeunes en les formant aussi. Ce côté positif de la migration est un exemple qui pousse ceux qui n’ont jamais tenté l’aventure à s’engager à leur tour.

#### C’est le cas notamment d’Agali, un jeune de 30 ans, qui a passé plus de 4 ans en Libye. Il était parti en 2012, à l’époque, explique-il, avec le soutien de sa famille. Durant mon séjour à Tripoli, raconte-il, « j’ai travaillé dans une station d’essence et je gagnais très bien ma vie ».

#### A mon retour en 2017, grâce à mes économies, poursuit-il, je me suis lancé dans le commerce et, « j’ai ouvert une boutique d’alimentation générale ». Grace à cette activité, se réjouit-il, « je prends en charge ma famille et j’aide mes amis en cas de besoin ».

# Semaine d’actions citoyennes à Agadez : Des jeunes donnent un bel exemple

[alternative](https://www.alternativeniger.net/author/alternative/) 5 janvier 2023

#### **Le groupe des bénévoles du Cercle-Dev d’Agadez a procédé, du 27 au 31 décembre 2022, à la restauration des infrastructures du Jardin d’enfants du quartier « Sabon Gari ». C’était dans le cadre d’une semaine dite d’Actions citoyennes qu’ils ont organisée à cet effet.**

#### Cette semaine d’actions citoyennes qui est organisée pour la deuxième année consécutive, a pour but ,à travers des actions bénévoles, de restaurer certaines infrastructures publiques de la commune urbaine d’Agadez, mais, selon Bianou Ousmane, l’un des principaux organisateurs, elle constitue surtout, « une belle occasion de conscientiser les populations, notamment les jeunes, en leur faisant comprendre qu’ils peuvent contribuer au développement de la commune et même de la région à travers ce genre d’actions bénévoles ».

#### Selon lui, cette activité a été initiée à partir d’un constat selon lequel « les parents d’élèvent ne veulent pas trop intervenir dans les affaires publiques ». Pour ce qui est du choix du Jardin d’enfant « Sabon Gari », devait-il préciser, « il est le résultat d’un tri que notre équipe a eu à faire sur plusieurs écoles ». En effet, poursuit-il, « nous avons constaté que dans cette école, le besoin se faisait plus sentir car les élèves de la maternelle n’avaient presque pas de tables-bancs et les toilettes étaient en très mauvais état ».

#### « C’est ainsi que nous avons pris l’engagement de mettre à profit les moyens financiers et humains dont nous disposons, avec l’appui des donateurs et autres bonnes volontés, afin de rétablir le matériel en mauvais état de l’établissement en vue de réduire ainsi les besoins ».

#### n tout, ils étaient une soixantaine de bénévoles, spécialisés dans divers corps de métiers, et même de parfaits néophytes, à prendre part à cette semaine d’actions citoyennes.

#### Des bénévoles auxquels ont tenu à apporter leur soutien certaines bonnes volontés par un apport financier ou en nature sinon, par la simple pelleté symbolique.

#### Ainsi, grâce aux efforts combinés des uns et des autres, 4 latrines ont été construites tandis que 36 tables-bancs ont été réparées et 10 cadres de tables ont été confectionnés. De même, le portail de l’école a été restauré et des portes et fenêtres des classes ont bénéficié de coups de soudures là où cela était nécessaire. Pour rendre le cadre de travail des jeunes apprenants aussi agréable que possible, une demi-douzaine d’arbres a également été plantée par nos jeunes bénévoles.

#### Cette action citoyenne menée par les jeunes volontaires du Cercle Dev a été saluée à sa juste valeur par la population et la directrice de cette école, Mme Saadé Harouna, qui a manifesté toute sa gratitude aux organisateurs de cette activité.

#### **«**L’école Sabon gari 3 tient à remercier tous les bénévoles qui ont pu consacrer leur temps durant une semaine afin de mettre les petits apprenants dans des bonnes conditions de travail. Nous remercions également les bonnes volontés, qui ont contribué et tous ceux qui ont participé aux activités d’actions citoyennes dans notre école car, vous avez transformé notre école en une école digne de son nom », a-t-elle expliqué.

#### Cette dernière a par ailleurs demandé aux parents d’élèves d’emboiter le pas à ces jeunes activistes, sinon, par leurs contributions financières car, « ces jeunes, au-delà d’aider la communauté, ils aident à améliorer les conditions d’études de leurs jeunes frères et sœurs », a conclu Mme Saadé.